

Le laboratoire grec

« Notre solution pour l'Europe »

Le 3 janvier, l'économiste en chef du Fonds monétaire international (FMI) concédait qu'une « erreur » avait conduit l'institution à sous-estimer l'impact négatif des mesures d'austérité qu'elle prône

par ailleurs. Ce faisant, il apportait une caution inattendue à l'analyse que présente ici M. Alexis Tsipras, porte-parole de Syriza, la principale force de la gauche grecque.

par Alexis Tsipras

^{LE} MONDE *diplomatique*

« Notre solution pour l'Europe »

F

évrier 1953. La République

fédérale d'Allemagne (RFA) croule sous les dettes et menace d'entraîner l'ensemble des pays européens dans la tourmente. Préoccupés par leur propre salut, ses créanciers — dont la Grèce —

prennent acte d'un phénomène qui n'a surpris que les libéraux : la politique de « dévaluation interne », c'est-à-dire la réduction des salaires, n'assure pas le remboursement des sommes dues, au contraire.

Réunis à Londres au cours d'un sommet exceptionnel, vingt et un pays décident de réévaluer leurs exigences à l'aune des capacités réelles de leur partenaire à faire face à ses obligations. Ils amputent de 60 % la dette nominale cumulée de la RFA et lui accordent un moratoire de cinq ans (1953-1958), ainsi qu'un délai de trente ans pour rembourser. Ils instaurent également une « clause de développement » autorisant le pays à ne pas consacrer au service de la dette plus d'un vingtième de ses revenus d'exportation. L'Europe vient de prendre le contre-pied du traité de Versailles (1919), jetant les fondations du développement de l'Allemagne de l'Ouest après la guerre.

C'est précisément ce que la Coalition de la gauche radicale grecque (Syriza) propose aujourd'hui : procéder à rebours des petits traités de Versailles qu'imposent la chancelière allemande Angela Merkel et son ministre des finances Wolfgang Schäuble aux pays européens endettés, et nous inspirer de l'un des plus grands moments de clairvoyance qu'ait connus l'Europe d'après-guerre.

Les programmes de « sauvetage » des pays d'Europe du Sud ont échoué, creusant des puits sans fond qu'on invite les contribuables à tenter de remplir. Parvenir à une solution globale, collective et définitive du problème de la dette n'a jamais été aussi urgent. Et l'on comprendrait mal qu'un tel objectif soit escamoté de façon à assurer la réélection de la chancelière allemande.

Dans ces conditions, l'idée avancée par Syriza d'une conférence européenne

sur la dette, sur le modèle de celle de Londres sur la dette allemande en 1953, représente, selon nous, la seule solution réaliste et bénéfique pour tous : une réponse globale à la crise du crédit et au constat de l'échec des politiques menées en Europe.

Voici donc ce que nous demandons pour la Grèce :

— une réduction significative de la valeur nominative de sa dette publique cumulée ;

— un moratoire sur le service de la dette, afin que les sommes conservées soient affectées au redressement de l'économie ;

— l'instauration d'une « clause de développement », afin que le remboursement de la dette ne tue pas dans l'œuf le redressement économique ;

— la recapitalisation des banques, sans que les sommes en question soient comptabilisées dans la dette publique du pays.

Ces mesures devront s'adosser à des réformes visant à une plus juste répartition des richesses. En finir avec la crise implique en effet de rompre avec le passé qui a permis de l'engendrer : œuvrer à la justice sociale, à l'égalité des droits, à la transparence politique et fiscale, bref à la démocratie. Un tel projet ne pourra être mis en œuvre que par un parti indépendant de l'oligarchie financière, cette poignée de chefs d'entreprise qui ont pris l'Etat en otage, d'armateurs solidaires entre eux et — jusqu'en 2013 — exemptés d'impôt, de patrons de presse et de banquiers touche-à-tout (et en faillite) qui portent la responsabilité de la crise et s'efforcent de maintenir le statu quo. Le rapport annuel 2012 de l'organisation non gouvernementale (ONG) Transparency

International désigne la Grèce comme le pays le plus corrompu d'Europe.

Cette proposition constitue à nos yeux la seule solution, à moins de se satisfaire du gonflement exponentiel de la dette publique en Europe, où elle dépasse déjà, en moyenne, 90 % du produit intérieur brut (PIB). C'est ce qui nous rend optimistes : notre projet ne pourra pas être rejeté, car la crise ronge déjà le noyau dur de la zone euro. La procrastination n'a d'autre conséquence que d'accroître le coût économique et social de la situation actuelle, non seulement pour la Grèce, mais également pour l'Allemagne et pour le reste des pays ayant adopté la monnaie unique.

Pendant douze ans, la zone euro — inspirée des dogmes libéraux — a fonctionné comme une simple union monétaire, sans équivalent politique et social. Les déficits commerciaux des pays du Sud constituaient l'image

renversée des excédents enregistrés au Nord. La monnaie unique a par ailleurs servi l'Allemagne, en « refroidissant » son économie après la coûteuse réunification de 1990.

Briser, enfin, la collusion entre milieux

politiques et économiques

Mais la crise de la dette a bouleversé cet équilibre. Berlin a réagi en exportant sa recette de l'austérité, ce qui a aggravé la polarisation sociale au sein des Etats du Sud et les tensions économiques au cœur de la zone euro. Apparaît désormais un axe Nord-créditeurs / Sud-débiteurs, nouvelle division du travail orchestrée par les pays les plus riches. Le Sud se spécialisera dans les produits et les services à forte demande de

main-d'œuvre avec des salaires
planchers ; le Nord, dans une course à
la qualité et à l'innovation, avec, pour
certains, des salaires plus élevés.

La proposition de M. Hans-Peter
Keitel, président de la Fédération
allemande de l'industrie (BDI), dans un
entretien accordé au site Internet du
Spiegel, visant à transformer la Grèce
en « *zone économique spéciale* » (1)
révèle le véritable objectif du
mémoire (2). Les mesures
prévues par ce texte, dont la portée
s'étend au moins jusqu'en 2020, se
soldent par un échec retentissant, que
reconnait désormais le Fonds
monétaire international (FMI). Mais,
pour ses concepteurs, l'accord a
l'avantage d'imposer une tutelle
économique à la Grèce, qu'il ramène au
rang de colonie financière de la zone
euro.

Son annulation constitue donc le
préalable à toute sortie de crise : c'est le

médicament qui est mortel et non la dose, comme le suggèrent certains.

Il faudra par ailleurs s'interroger sur les autres causes de la crise financière en Grèce. Celles qui conduisent au gaspillage de l'argent public n'ont pas changé : le coût de construction de routes au kilomètre le plus élevé d'Europe, par exemple ; ou encore la privatisation des autoroutes en guise de « prépaiement » de nouveaux axes... dont la construction a été interrompue.

L'extension des inégalités ne saurait être réduite à un effet secondaire de la crise financière. Le système fiscal grec reflète la relation clientéliste qui unit les élites du pays. Telle une passoire, il est criblé d'exemptions et de passe-droits taillés sur mesure pour le cartel oligarchique. Le pacte informel qui, depuis la dictature, soude le patronat et l'hydre à deux têtes du bipartisme — Nouvelle Démocratie et Mouvement socialiste panhellénique

(Pasok) — en scelle le maintien. C'est l'une des raisons pour lesquelles l'Etat renonce aujourd'hui à obtenir les ressources dont il a besoin par l'impôt, lui préférant la réduction continue des salaires et des retraites.

Mais l'establishment — qui a survécu de justesse aux élections du 17 juin (3), en semant la peur quant à une éventuelle sortie de la Grèce de la zone euro — vit sous l'assistance respiratoire d'un second poumon artificiel : la corruption. La difficile tâche consistant à briser la collusion entre milieux politiques et économiques — une question qui ne concerne pas que la Grèce — constituera l'une des priorités d'un gouvernement populaire conduit par Syriza.

Nous réclamons donc un moratoire sur le service de la dette pour changer la Grèce. Faute de quoi, toute nouvelle tentative d'assainissement financier fera de nous autant de Sisyphe

condamnés à l'échec. A ceci près que, cette fois, le drame ne concerne plus seulement l'antique cité de Corinthe, mais l'Europe dans son ensemble.

Alexis Tsipras

Dirigeant de la Coalition
de la gauche radicale
grecque (Syriza)